COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONSEIL DU 15 FEVRIER 2018

Le 8 février 2018, convocation du Conseil Municipal de Ligny en Cambrésis, pour le 15 février 2018 et dont l'ordre du jour portait sur :

- 1- Création d'un emploi d'adjoint administratif à temps complet
- 2- Recrutement d'un agent contractuel à temps non complet sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité temporaire
- 3- Vote des subventions aux associations pour l'année 2018
- 4- Prise en charge des dépenses d'investissement BP 2018 (25 %) avant le vote du budget
- 5- Fixation des loyers logements Place Jean Jaurès
- 6- Création d'une régie avec l'AIVS
- 7- Tarifs Ludothèque
- 8- Demandes de subventions au titre des dépenses d'investissement BP 2018
- 9- Contribution de la commune au titre de la défense extérieure contre l'incendie par le produit des impôts
- 10- Modification statutaire portant sur le siège social de la Communauté de Communes du Caudrésis Catésis
- 11- Adhésion d'une commune au sein du SIVU
- 12- Réflexion du Conseil sur la continuité d'une collaboration avec le cabinet HarmoniEPAU
- 13- Questions diverses

Membres présents : Mr Pierre-Alain TAISNE, Mr Pascal FOULON, Mme Virginie BOUDAILLER-MARLIER, Mr Bernard RONNEL, Mr Julien LEONARD, Mme Anabela DOMINGUES BEZELGA, Mme Janine TOURAINNE LEMAIRE, Mme Violetta LOCOSSE DE LUCA, Mr Frédéric BRICOUT, Mr Gregory HERBIN, Mr Eric HAVARD, Mme Karine AFCHAIN GERNEZ, Mr Jacques LERICHE, Mr Jacques RENARD

Membres représentés : Mme Valérie COULON DEUDON donne procuration à Mme Anabela DOMINGUES BEZELGA. Mme Stéphanie DESBONNET BUIRON donne procuration à Mr Pierre-Alain TAISNE, Mme Michèle BRULANT BANSE donne procuration Mme Karine AFCHAIN GERNEZ

Membres absents : Mr José CARVALHO et Mme Valérie LEFEBVRE

Monsieur Julien LEONARD a été élu secrétaire de séance

Monsieur le Maire interroge le Conseil Municipal sur le procès-verbal de la dernière séance, aucune objection n'étant formulée, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

1^{ère} QUESTION : CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT ADMINISTRATIF A TEMPS COMPLET

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent. La demande de mise à disposition de la secrétaire de mairie durant une période de 2 années renouvelables, ce qui a entraîné une recherche de candidatures pour pallier à son absence durant cette période. Cette recherche de candidats ayant été infructueuse, le poste de secrétaire de mairie sera donc repris par un agent du service administratif, possédant les qualités et l'expérience pour assumer ce poste.

Cet agent étant actuellement à 20 heures hebdomadaires sur un poste d'adjoint administratif, il y a lieu de transformer son poste à 35 heures hebdomadaires, afin qu'elle puisse reprendre l'ensemble des tâches et responsabilité du poste, et ceci à partir du 1^{er} mars 2018.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 30 juin 2017 ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet ;

Considérant l'accord de Madame Virginie COQUELLE ;

Le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35/35^{èmes},
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des administratifs au grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C,
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : comptabilité communale, ressources humaines (payes, charges, et gestion des contrats), élaboration du compte administratif et du budget primitif, demande de subventions, suivi des demandes de subvention, échanges avec la Trésorerie de Caudry et avec les services préfectoraux, d'être présente aux conseils municipaux et aux commissions administratives du CCAS, Participer aux élections,...
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE

- De créer un emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C du cadre d'emplois des administratifs à raison de 35 heures (*durée hebdomadaire de travail*).
- Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents.

La présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} mars 2018.

2^{ème} QUESTION : RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET SUR UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT D'ACTIVITE TEMPORAIRE

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 – 1° qui permet le recrutement d'agents contractuels non permanents pour faire face à un besoin lié à l'accroissement temporaire d'activité pour une période maximum de 12 mois compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat durant une même période de 18 mois consécutifs.

Considérant qu'il convient de recruter en complément du personnel titulaire, un adjoint administratif 2^{ème} classe, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à recruter, à compter du 19 février 2018, un agent contractuel dans le grade d'Adjoint Administratif pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois,
- Cet agent assurera des fonctions d'agent administratif à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 20 heures,
- La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 347, indice majoré 325 du grade de recrutement,
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

3^{ème} QUESTION : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Monsieur le Maire donne connaissance à l'assemblée des demandes de subventions formulées pour l'année 2018. Il rappelle également que pour les associations communales, le but de la subvention allouée est de favoriser l'activité d'intérêt général à laquelle se livre chacune d'elles.

Monsieur le Maire précise également que le versement de la subvention est subordonné au respect des conditions impératives suivantes :

- invitation du Maire ou de l'un de ses représentants lors de la tenue de l'assemblée générale,
- production du bilan financier et moral de l'année,
- solliciter l'octroi de la subvention par demande écrite.
- être à jour de ses statuts

et

- production d'une attestation d'assurance justifiant que l'association est bien assurée contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et couvrant la responsabilité civile, notamment pour les associations communales occupant à titre permanent ou occasionnel l'un des bâtiments communaux quel qu'il soit.
- respect des locaux communaux mis à disposition qui ne seront utilisés en aucun cas à d'autres fins que celles prévues dans les statuts de l'association.

A défaut de remise de ces documents lors de l'assemblée générale, le versement de la subvention ne pourra intervenir.

Julien LEONARD ou Monsieur le Maire ont participé à toutes les assemblées générales des associations. Ils sont disposés à répondre aux questions des membres du Conseil Municipal.

D'ores et déjà, 3 associations ne seront pas discuter aujourd'hui, car leur assemblée n'est pas encore réalisée.

Avant de débiter, Monsieur le Maire donne quelques précisions : « Comme l'a souligné Monsieur Pascal FOULON et moi-même lors des vœux, je souhaite aider les associations qui ont des besoins. Au niveau global, depuis 4 ans, nous versions environ 12 100 € en moyenne par an. Si je ramène ce montant par habitant, celui-ci s'élève à 6.20 € / habitants. Pour estimer ce chiffre, il est bon de comparer avec les autres communes de même taille. Au niveau départemental, c'est 24 € / habitants, je pense qu'on a de la marge. De plus, j'anticipe sur la prochaine commission finances, qui aura lieu le 26 février à 18h30 en mairie. »

« A propos de 2017, les chiffres sont bons, voire très bons. La baisse des dépenses de fonctionnement et la hausse des recettes de fonctionnement donnent un excédent de fonctionnement annuel qui augmente de plus de 100 000 €. »

« Ensuite, nous allons prendre part à une attribution de subvention, soyez impartial, posez-vous la question de ce que peut apporter l'association à la commune. S'il vous plait, ne sanctionnez pas une association si vous n'avez pas d'affinités avec ses membres ou son président. »

« Je reçois des parents, dans mon bureau, qui me demandent encore « Que faire à Ligny ? », alors qu'il y a un club de football, du tennis de table, du Tir à l'arc, de la musique, des majorettes, de la boxe, du badminton.

« J'anticipe en vous annonçant que si nous accordons les demandes de subventions supplémentaires, nous arriverons à environ 4 000 € d'augmentation par rapport à l'an dernier. »

« Certaines associations ont déposé leur demande, dans ce cas et après étude avec Julien LEONARD, les demandes sont cohérentes, je vous demanderai de valider ou non leur demande. En cas de refus du Conseil Municipal, la somme allouée sera la subvention de l'an dernier augmentée de 2%.

Avant de soumettre les subventions au vote, Monsieur le Maire précise que les présidents des sociétés sont invités à s'abstenir lorsque leur association est concernée.

ASSOCIATION	ANNEE 2017	ANNEE 2018	OBSERVATIONS
SECOURS POPULAIRE	57,00		Subventions qui seront proposées lors de la Commission du CCAS
CROIX ROUGE	220,00		
SECOURS CATHOLIQUE	65,00		
CONSEILS ET FINANCES FAM	181,00		
RESTAURANTS DU CŒUR	181,00		
ENTENTE MUSICALE	541,00	552,00	Voté à l'unanimité
LES MUSICALEUS	500,00	1 400,00	Pour : 10 Abstentions : 6 (Violetta LOCOSSE, Jacques LERICHE, Karine AFCHAIN, Bernard RONNEL, Pascal FOULON, Michèle BRULANT par procuration) Contre : 1 (Eric HAVARD)
SUBVENTION ALLOUEE A L'ECOLE	520,00	530,00	Voté à l'unanimité
LES PORTEURS DE LA MEMOIRE	270,00	275,00	Voté à l'unanimité
LA VIE DES LEUS		500,00	Subvention exceptionnelle pour l'achat d'appareils photos Pour : 13 Abstentions : 4 Contre : 0

UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	277,00	400,00	Pour : 16 Abstentions : 1 (Jacques RENARD) Contre : 0
FOYER DES AINES	582,00	594,00	Voté à l'unanimité
COMITE DES FETES	742,00	757,00	Voté à l'unanimité
CDA	425,00	434,00	Voté à l'unanimité
CDA (Atelier Vie Quotidienne)	3 014,00	3 014,00	Voté à l'unanimité
LIGNY EN FETE	520,00	530,00	Voté à l'unanimité
LES ADOS DYNAMIQUES	-	1 200,00	Subvention exceptionnelle pour l'organisation d'une soirée mousse. Valérie COULON, présidente de l'association ne prenant pas part au vote. Pour : 7 Abstentions : 6 (Grégory HERBIN, Violetta LOCOSSE, Bernard RONNEL, Pascal FOULON, Jacques LERICHE) Contre : 3 (Karine AFCHAIN, Eric HAVARD, Michèle BRULANT par procuration)
AMICALE LAIQUE		6 150,00	Voté à l'unanimité
AMICALE DES ANCIENS SAPEURS POMPIERS	104,00	400,00	Voté à l'unanimité
ASSOCIATION DE CHASSE	255,00	500,00	Pour : 16 Abstentions : 1 (Frédéric BRICOUT) Contre : 0
RYTHM'N BOOTS	452,00	461,00	Pour : 16 Abstentions : 1 (Bernard RONNEL) Contre : 0
BADMINTON CLUB	168,00	171,00	Voté à l'unanimité
MOTO CLUB DES LEUS	459,00		Reporté lors d'une séance ultérieure
LES CH'TI BOULEUX	300 ,00	150,00	Voté à l'unanimité
DANS LES YEUX D'HUGO			L'association n'a pas demandé de subvention.
LES SUNLIGHT'S DES LEUS	300,00		Reporté lors d'une séance ultérieure
LIGNY FOOTBALL CLUB	1 800,00	1 836,00	Voté à l'unanimité
TENNIS DE TABLE	364,00	700,00	Pour : 14 Abstentions : 2 (Eric HAVARD et Pascal FOULON) Contre : 0 Julien LEONARD, président de l'association ne prenant pas part au vote
LES AMIS REUNIS	177,00	181,00	Reporté lors d'une séance ultérieure

Monsieur Eric HAVARD demande à Monsieur le Maire, s'il serait possible d'adresser les comptes rendus de l'activité sociale, aux membres du Conseil Municipal, ne faisant pas partis de la Commission.

Madame Anabela BEZELGA rappelle que les comptes rendus des commissions sociales ont toujours été envoyés à chaque élu depuis le début du mandat de 2014. Elle ajoute que cette activité revient surtout au Bureau d'aide sociale. Monsieur le Maire précise que le CCAS et la Commune sont 2 entités différentes. Il est tout à fait possible aux membres du Conseil Municipal de prendre connaissance des comptes rendus des réunions du CCAS, au tableau d'affichage de la mairie, ou dans le registre prévu à cet effet, en s'adressant au secrétariat de mairie. Monsieur le Maire s'engage à transmettre les comptes rendus de CCAS à l'ensemble des membres du Conseil municipal.

Monsieur Eric HAVARD est favorable à l'augmentation de la subvention de l'Amicale des sapeurs-pompiers, car ils ont eu la volonté d'organiser une manifestation qui a eu du succès et qu'il faut les encourager dans ce sens.

Il souhaite aussi justifier ses choix où il est contre le versement d'une subvention. Il considère que les associations doivent avoir un maximum d'autonomie. La subvention ne doit constituer qu'une simple aide à leur fonctionnement.

4^{ème} QUESTION : PRISE EN CHARGE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

Monsieur le Maire informe le conseil des dispositions extraites de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

21318 – Autres bâtiments publics : (blocs secours Eglise + isolation combles SDF)	4 630,00 €
2135 – Installations générales, agencements, aménagements (Cuisine maison J.Jaurès)	2 284,00 €
21578 – Autres matériel et outillage de voirie (Outillage + barrières le long de l'Eglise)	2 760,00 €
2184 – Mobilier (chaises + tables + plan de travail au local associatif et frigo salle polyvalente)	3 736,00 €
2188 – Autres immobilisations corporelles (tondeuse + matériel de musique)	3 029,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte la proposition de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

5^{ème} QUESTION : FIXATION DES LOYERS DES LOGEMENTS COMMUNAUX PLACE JEAN JAURÈS ET GARANTIES PROPOSÉES PAR L'AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE DU NORD

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil que les travaux des 2 logements situés Place Jean Jaurès sont en cours de finition, et qu'il y a lieu de délibérer pour fixer leurs loyers.

Le premier et le second logement locatifs typés T4 d'une superficie de 80.19 m² et de 80.08 m² respectivement, comprennent au niveau 1 : un hall d'entrée, 1 WC, 1 cellier, 1 kitchenette, 1 coin repas et 1 salon et au niveau 2 ; 1 palier, 3 chambres, 1 salle de bain (lavabo, douche et WC), et 1 placard. Ces logements sont situés dans un bâtiment communal de la Place Jean Jaurès.

A ce jour, ces logements sont en finition, et pourront prochainement être mis en location, il est donc nécessaire de définir le montant de leur loyer qui sera appliqué, ainsi que le montant des charges comprenant la taxe sur les ordures ménagères, leur consommation d'eau, l'entretien des parties communes assuré par un agent communal, et la consommation d'électricité des parties communes.

Monsieur le Maire propose de fixer le loyer mensuel des appartements à 450€ et le montant des charges à 53€ par mois. Les charges sont réparties ainsi :

- 25 € pour l'eau
- 20 € pour l'électricité et l'entretien des parties communes
- 8 € pour participer à la taxe sur les ordures ménagères

Une régularisation des charges sera effectuée en fin d'année.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 15 voix POUR, 0 CONTRE et 2 ABSENTATIONS (Grégory HERBIN et Frédéric BRICOUT) :

- Décide de fixer le loyer des logements situés Place Jean Jaurès à 450 € mensuel et les charges à 53 euros. Ce loyer sera à régler au Trésor Public de Caudry,

- Dit que le montant du loyer sera révisable annuellement selon la variation de l'indice de référence des loyers de l'INSEE,
- Autorise Monsieur le Maire à signer les baux de location pour les logements ci-dessus désignés.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de garantir la commune contre les risques juridique et financier et les conséquences qui s'y rattachent, dans le cadre des logements mis en location Place du 8 mai et Place Jean Jaurès, dont la gestion a été confiée à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale du Nord – AIVS 59.

Un tableau reprenant la proposition de trois garanties est présenté à l'assemblée (tableau annexé à la présente délibération).

Après avoir comparé les différentes garanties et leur coût respectif, Monsieur le Maire invite l'assemblée à se prononcer.

Le Conseil Municipal à 14 voix POUR, 1 CONTRE (Frédéric BRICOUT) et 2 ABSTENTIONS (Valérie COULON, Anabela BEZELGA, décide :

- de retenir la garantie C, qui garantit :

- une protection juridique du propriétaire bailleur à 3 000 € TTC maximum avec une franchise de 400 €,
- prend en charge les détériorations immobilières à hauteur de 3 500 € par sinistre avec une franchise d'un mois de loyer hors charges et taxes,
- le versement des loyers impayés pendant 36 mois et un maximum de 25 000 € sans franchise.

- de retenir un taux de cotisation de 4,90 % TTC du montant des loyers et des charges et d'une prime fixe annuelle de 40 € TTC par appartement assuré

- Autorise Monsieur le Maire à signer les documents se rapportant à cette affaire.

GARANTIES PROPOSEES PAR L'AIVS POUR GARANTIR LE VERSEMENT DES LOYERS + RISQUES

	GARANTIE A	GARANTIE B	GARANTIE C
Protection juridique du propriétaire bailleur	3000 € TTC Maximum avec une franchise de 400 €	3000 € TTC Maximum avec une franchise de 400 €	3000 € TTC Maximum avec une franchise de 400 €
Détériorations immobilières	3500 € par sinistre avec une franchise d'un mois de loyer hors charges et taxes	NEANT	3500 € par sinistre avec une franchise d'un mois de loyer hors charges et taxes
Loyers impayés	NON	oui pendant 36 mois et un maximum de 25 000 € sans franchise	oui pendant 36 mois et un maximum de 25 000 € sans franchise
<u>Frais de risque déduit sur chaque location</u>	1,50 % TTC du montant du loyer + charges	3,90 % TTC du montant du loyer et des charges prime fixe annuelle : 40 €	4,90 % TTC du montant du loyer et des charges prime fixe annuelle : 40 €
Loyer + charges Place du 8 mai : 358,00 euros	5,37 euros	13,96 euros	17,54 euros
Loyer + charges Place Jean Jaurès : 503,00 euros	7,55 euros	19,62 euros	24,65 euros
<u>frais de gestion déduit sur chaque location</u>	4%/mois	4%/mois	4%/mois
Loyer + charges Place du 8 mai : 358,00 euros	14,32 euros	14,32 euros	14,32 euros
Loyer + charges Place Jean Jaurès : 503,00 euros	20,12 euros	20,12 euros	20,12 euros
<u>TOTAL Frais de gestion + Frais de risque</u>			
Loyer + charges Place du 8 mai : 358,00 euros	19,69 euros	28,28 euros	31,86 euros
Loyer + charges Place Jean Jaurès : 503,00 euros	27,67 euros	39,74 euros	44,77 euros

6^{ème} QUESTION : CREATION D'UNE REGIE POUR LES LOGEMENTS COMMUNAUX 16 PLACE JEAN JAURES

Monsieur le Maire expose aux conseillers municipaux qu'il est nécessaire de créer une régie avec l'AIVS afin de pouvoir percevoir les revenus locatifs des logements communaux situés 16 place Jean Jaurès. L'Agence Immobilière à Vocation Sociale du Nord (AIVS) percevra un pourcentage pour la gestion des loyers.

Après, en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 16 voix POUR et 1 abstention (Frédéric BRICOUT)

- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour la création d'une régie avec l'AIVS.

7^{ème} QUESTION : TARIFS PERTE DE JEUX LUDOTHEQUE

Monsieur le Maire rappelle les délibérations en date du 12 juillet 2016 et 7 décembre 2017 concernant la fixation des tarifs de la ludothèque.

Monsieur le Maire rappelle que des dizaines de jeux peuvent être utilisés sur place mais peuvent aussi être empruntés et qu'à ce titre un chèque de caution de 50 € est demandé à l'inscription.

Monsieur le Maire propose de ne plus prendre de chèque de caution mais en contrepartie de fixer un tarif pour chaque jeu en cas de perte ou de détérioration de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide de fixer la participation des usagers au remplacement des jeux perdus ou détériorés selon un tarif déterminé, si le jeu n'est pas remplacé par l'utilisateur au bout de 2 mois

8^{ème} QUESTION : DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT BP 2018

- Demande de DETR 2018 :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de réduire les dépenses de fonctionnement, dont ceux concernant le poste « énergie », afin de baisser la consommation énergétique de la mairie, de la salle des fêtes et de l'école maternelle, bâtiments devenus énergivores avec le temps.

Pour cela, des travaux d'isolation doivent avoir lieu :

- A la mairie : Changement de la porte d'entrée principale, et de la porte de service.
 Remplacement de la chaudière très ancienne par une chaudière à condensation
- A l'école maternelle : Remplacement de la chaudière vétuste, et isolation d'une partie des combles
- A la salle des fêtes : Isolation des combles.

Un devis reprenant l'ensemble des travaux a été adressé à Monsieur le Maire pour un montant HT de 76 039,05 €.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, que cette opération est éligible à la DETR 2018, dans la catégorie « ...travaux de rénovation thermique et travaux participant à la transition écologique des constructions publiques,... » Financée jusqu'à 40 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le projet repris ci-dessus
- Autorise Mr le Maire à transmettre la demande de subvention au titre de la DETR 2018, sous réserve que les critères et taux retenus correspondent à l'objet de notre opération.

- Demande de subvention au titre de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs – Année 2018 :

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet d'aménagement du verger communal. Ces travaux consisteront à un aménagement paysager et l'installation d'agrès. Le coût de ces travaux s'élèverait entre 50 000 et 60 000 euros HT.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention peut être déposé auprès du département dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet repris ci-dessus
- autorise Monsieur le Maire à transmettre la demande de subvention auprès du département dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs ».

- Demande de subvention à la caisse d'Allocations Familiales du Nord :

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, avoir reçu une demande du président de l'association « Dans les Yeux d'Hugo » concernant un projet d'aménagement d'une salle d'éveil appelé « SNOEZELEN ».

Le Snoezelen est une activité vécue dans un espace spécialement aménagé, éclairé d'une lumière tamisée, bercé d'une musique douce, un espace dont le but est de recréer une ambiance agréable. La pratique vise à éveiller la sensorialité de la personne stimulée grâce à une relation privilégiée, sécurisante, réduisant les tensions.

Cet espace, qui sera situé dans les locaux de Ribambelle, situé Place du 8 Mai, pourra profiter à un public d'enfants porteurs ou non d'handicap, de personnes âgées, aux assistantes maternelles, aux écoles communales, aux usagers de Ribambelle.

Le coût de ces travaux s'élèverait entre 6 000 et 7 000 euros HT.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention peut être déposé auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Nord.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet repris ci-dessus
- autorise Monsieur le Maire à transmettre la demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Nord.

9^{ème} QUESTION : REMPLACEMENT EN TOUT OU PARTIE DE LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNE, AU TITRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE, PAR LE PRODUIT DES IMPOTS

Le conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 avril 1971 portant la création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord (SIAN)

Vu les arrêtés successifs portant extension ou réduction du périmètre, modification des statuts du SAIN et notamment :

- ✓ L'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 dotant le SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « Eau Potable et Industrielle » et d'un changement de dénomination, à savoir le SIDEN-SIAN
- ✓ L'arrêté interdépartemental du 12 mai 2014 dotant le SIDEN-SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « Défense Extérieure contre l'Incendie »

Vu les arrêtés interdépartementaux en date du 30 juin 2016, du 30 décembre 2016 et du 31 juillet 2017 portant transfert au SIDEN-SIAN de la compétence « Défense Extérieure contre l'Incendie » par la commune.

Vu les dispositions du code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles de l'article L.5212-20, à savoir :

- 1) Le Comité Syndical peut décider de remplacer en tout ou partie cette contribution par le produit des impôts,
- 2) La mise en recouvrement de ces impôts ne peut toutefois être poursuivie que si le Conseil Municipal, obligatoirement consulté dans un délai de quarante jours, ne s'y est pas opposé en affectant d'autres ressources au paiement de sa quote-part

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 12 décembre 2017 fixant le montant de la cotisation syndicale et instaurant le principe pour l'année 2018 du recouvrement de cette cotisation par le produit des impôts,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

ARTICLE 1 :

Le Conseil Municipal décide de s'opposer au remplacement en tout ou partie de la contribution de la commune, au titre de la défense Extérieure Contre l'Incendie, par le produit des impôts.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal décide d'affecter le paiement de cette cotisation syndicale sur le budget général de la commune.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal demande au SIDEN-SIAN d'émettre un titre de recettes correspondant au montant de la cotisation syndicale à l'encontre de la commune.

ARTICLE 4 :

Le Conseil Municipal propose que ce mode de recouvrement soit reconduit d'année en année.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Maire est chargé d'exécuter le présent acte administratif en tant que de besoin.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification devant le Tribunal Administratif de Lille.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant la commune dans ce même délai. Le dépôt de ce recours gracieux fait lui-même courir un nouveau délai de deux mois durant lequel la Commune peut soit répondre explicitement, soit répondre implicitement de manière défavorable par son silence.

Une décision implicite ou explicite de rejet dudit recours gracieux peut elle-même donner lieu à un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de son intervention, de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de LILLE.

10^{ème} QUESTION : MODIFICATION STATUTAIRE PORTANT SUR LE SIEGE SOCIAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAUDRESIS ET DU CATESIS

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis a, par délibération n°2017/121 en date du 26 octobre 2017, sollicité la modification de l'article 3 de ses statuts portant situation du Siège Social.

Toute modification statutaire d'une EPCI étant selon le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L.5211-5, subordonnée à l'accord de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres, Vu la délibération de la CCCC du 26 octobre 2017, annexée à la présente délibération, portant acceptation de la demande de modification statutaire, notifiée à Monsieur le Maire le 14 décembre 2017,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'approuver la modification de l'article 3 des statuts de la CCCC portant situation du siège social.

Après en avoir délibéré, l'ensemble du Conseil Municipal accepte à 12 voix POUR, 5 ABSTENTIONS (Anabela BEZELGA, Eric HAVARD, Valérie COULON, Karine AFCHAIN et Michèle BRULANT), et 0 CONTRE, la modification statutaire portant sur le siège de la CCCC.

11^{ème} QUESTION : DEMANDE D'ADHESION D'UNE NOUVELLE COMMUNE AU SEIN DU SIVU « MURS MITOYENS DU CAMBRESIS »

Monsieur le Maire fait part au Conseil municipal qu'une nouvelle commune, NIERGNIES, a fait une demande d'adhésion au sein du SIVU « Murs Mitoyens du Cambrésis » En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres sont invitées à se prononcer sur cette nouvelle demande d'adhésion.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte l'adhésion de la commune de NIERGNIES au sein du SIVU « Murs Mitoyens du Cambrésis » à compter du 1^{er} avril 2018.

12^{ème} QUESTION : Réflexion du Conseil sur la continuité d'une collaboration avec le cabinet d'urbanisme HarmoniEPAU

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le contrat signé entre la commune et le cabinet d'urbanisme HarmoniEPAU, en 2008, concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme.

En 2014, avec le changement de municipalité, les projets et les orientations ont souhaité être revus. L'un des projets était le prolongement de l'urbanisation de la rue Fievet.

En 2017, une modification simplifiée a été faite, afin de retirer les deux emplacements réservés qui n'avaient plus lieu d'être.

L'absence du cabinet d'études sur le projet de révision, et suite aux problèmes rencontrés lors de la dernière modification simplifiée (absence du nouveau plan de zonage), la commission PLU rassemblée le 28 décembre 2017, a décidé, à l'unanimité de proposer aux membres du Conseil Municipal le changement de cabinet d'urbanisme, afin d'avancer sur la révision et être en conformité avec le SCOT du Cambrésis.

Suite à son exposé, Monsieur le Maire, présente la dernière note d'honoraires, reçue le 06 février dernier par HarmoniEPAU, d'un montant de 2 406,00 € TTC. Cette facture solderait la révision débutée en 2008, et entrainerait la résiliation du contrat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 15 voix POUR, 2 voix CONTRE (Frédéric BRICOUT et Eric HAVARD), et 0 ABSTENTION, accepte :

- de régler la note d'honoraires du cabinet d'urbanisme HarmoniEPAU pour un montant de 2 406,00 € TTC, pour solde de tout compte ;
- de confier la révision totale du Plan Local d'Urbanisme à un nouveau cabinet d'urbanisme ou d'adhérer au groupement de commande que proposent plusieurs communes de la Communauté de Commune du Caudrésis et du Catésis (faute d'informations suffisantes à ce sujet, ce point sera délibéré lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal)

QUESTIONS DIVERSES

A – Au niveau du personnel, Monsieur le Maire indique que :

* le renouvellement du contrat aidé d'Alexia FLEURY a été accepté,

* le recrutement d'un nouveau contrat aidé a eu lieu, mais un vrai projet professionnel devra être mené

B- Festivités :

* le carnaval aura lieu le 24 février devant la mairie,

* la chasse aux œufs aura lieu le lundi 2 avril. Un *cross trail* se déroulera le même jour, il s'agit d'un projet du Conseil des enfants.

C- Eclairage des bâtiments communaux :

* Madame Karine AFCHAIN signale que l'éclairage de l'école de musique est resté allumé un soir, alors qu'il n'y avait pas cours, mais également l'école primaire, où l'éclairage extérieur est resté allumé tout un week-end.

Monsieur le Maire annonce qu'une vigilance supplémentaire et un rappel aux utilisateurs des lieux seront faits.

D – Travaux porte de l'Eglise :

* Monsieur Frédéric BRICOUT informe que le linteau de la porte d'entrée pour personnes à mobilité réduite de l'Eglise est fissuré, et que des briques ont été collées pour cacher la fissure.

Monsieur le Maire répond que cela a été vu durant les travaux suite à l'intervention en mairie de Monsieur BRICOUT, et que cela sera indiqué sur le rapport établi lors de la fin des travaux afin de faire intervenir la garantie décennale si nécessaire.

De plus, Monsieur le Maire propose que cette question soit évoquée lors de la prochaine commission travaux du 20/02/2018.

L'ordre du jour étant terminé, la séance est levée à 22 heures 15